

## **Débat : Faut-il déboulonner les statues ?**

À travers le monde, les statues et monuments représentant des figures majeures du colonialisme et la traite d'esclaves sont devenus la cible des manifestants contre le racisme et la discrimination. Vandalisées, décapitées, voire carrément déboulonnées, ces statues sont devenues l'image visible de notre problématique rapport à notre passé, et un symbole fort de la lutte contre les inégalités et les différentes formes d'oppression passées et présentes. Se pose alors la question suivante : faut-il préserver notre patrimoine, ou alors se débarrasser de ces inquiétants rappels de nos défaillances ?

### **Quelle histoire est la nôtre ?**

Lors de son allocution de dimanche 14 juin 2020, Emmanuel Macron a fermement condamné toute forme de racisme ou de discrimination, reconnaissant que dans notre République actuelle, l'égalité des chances n'était pas encore garantie. En même temps, il a condamné ce qu'il appelle les formes de communautarisme, rappelant que « la République n'effacera aucune trace ni aucun nom de son histoire » et n'acceptera ni de revisiter ni de nier son passé.

Ce discours a créé une polémique. Car s'il est évident que la violence et le vandalisme ne sont pas des réponses adéquates, et aussi que le problème ce ne sont pas les statues, mais le racisme, « notre » histoire est précisément ce qui est au cœur du débat. Car l'histoire (qui, rappelons-le, n'a été reconnue comme discipline scientifique et enseignée dans les universités en France que sous la III<sup>e</sup> République) n'a rien de l'objectivité que l'on voudrait souvent lui conférer.

L'historien travaille à partir de fragments, ce qui implique des choix de ce qu'il faut raconter, comment le raconter et quelle interprétation donner des faits ou des événements. Cela implique aussi des hasards : qu'est-ce qui a été conservé ou découvert (ou pas), et quels cadres conceptuels, politiques ou idéologiques guident notre interprétation des faits ?

Or, c'est précisément là où le bât blesse, parce que l'histoire que l'on raconte, c'est l'histoire des vainqueurs, l'histoire de la majorité, l'histoire telle qu'elle a été vue et vécue par ceux qui avaient le pouvoir et les moyens de faire entendre leurs voix par la postérité. Si les statues et les monuments historiques sont si souvent pris comme symboles de la lutte, c'est précisément parce que ces objets culturels attestent du fait que beaucoup de noms et de traces ont en effet été effacés de notre histoire, que beaucoup de voix n'avaient jamais eu droit de cité. Que l'histoire qu'ils racontent n'est pas « la nôtre », mais celle d'une partie de la population.

### **Garder la mémoire, et créer ensemble notre avenir**

Faut-il alors déboulonner les statues ? L'on rappelle que l'histoire est rarement bonne ou mauvaise, que nos grilles de lecture et prismes d'interprétation d'aujourd'hui peuvent être aussi réductionnistes que celles du passé, et que ces actes de destruction témoignent souvent d'une méconnaissance de notre culture et de notre histoire.

Aux États-Unis, où les symboles de l'état confédéré sont encore très présents dans les institutions et jusqu'à Capitol Hill, et où de nombreuses personnes gardent encore la mémoire de la ségrégation, leur démontage pourrait être un vrai symbole fort d'une volonté politique de changement. En Europe, la question est plus complexe.

Il est évident que les actes de vandalisme, comme la destruction des statues de Léopold II en Belgique, ne règlent pas le problème de fond. Ce n'est ni aux intellectuels, ni aux manifestants de décider comment interpréter ces monuments et s'il faut les préserver : leur sort devrait faire l'objet d'un vrai débat citoyen. Néanmoins, si l'on peut condamner la destruction du bien public, il serait important de prendre au sérieux aujourd'hui les revendications que ces actes expriment, et le pouvoir symbolique de ces œuvres.

Or, ce que ces débats devraient nous apprendre, c'est que les statues, monuments et œuvres d'art qui agrémentent nos espaces publics ont une valeur qui dépasse largement le simple domaine de l'esthétique. La question n'est pas non plus, dans la plupart des cas du moins, seulement de savoir si les figures représentées incarnent réellement les fautes de notre passé colonial ou esclavagiste. Pour de nombreuses personnes aujourd'hui, ces œuvres sont avant tout le symbole d'une histoire et d'une culture qui se sont constituées sans leur participation, d'une société dans laquelle elles estiment ne pas avoir de voix. Et la question ne concerne pas uniquement le colonialisme – elle vaut tout autant pour toute personne, quelle que soit la raison, qui s'est trouvée sans voix et sans reconnaissance au sein de la société.

La question urgente qui se pose aujourd'hui, c'est de savoir comment nous pouvons garder et élargir la mémoire de notre passé, tout en créant ensemble notre avenir. Il faut pour cela un regard lucide sur nous-mêmes, sur notre passé comme sur notre présent, dans la reconnaissance de nos succès tout autant que de nos échecs. Il faut également veiller à ce que nos places publiques – et l'espace public en général – deviennent, à tous points de vue, un lieu d'accueil pour tous.